

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD)**

SECRETARIAT GENERAL

CELLULE DE COORDINATION DU CSLP

**PROJET APPUI A LA FINALISATION DU PLAN DECENNAL 2006—
2015 D'ATTEINTE DES OMD ET A LA PREPARATION D'UNE TABLE
RONDE SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN ET DU CSCR 2007-2011**

***RAPPORT D'ÉVALUATION DU
PROJET ET DE FORMULATION
D'UNE DEUXIEME PHASE***

1^{ère} Partie

RAPPORT D'ÉVALUATION DU PROJET

Décembre 2009

Table des matières

I	INTRODUCTION	3
1)	Contexte du déroulement de la mission.....	3
2)	Contexte de la formulation du projet	4
II	ANALYSE ET EVALUATION DU PROJET ET DE SON IMPACT EN TERMES DE PRODUITS ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES.....	5
1)	Méthodologie d'évaluation.....	5
2)	Évaluation des résultats.....	5
A	De la finalisation du Plan Décennal 2006-2015 et appropriation nationale de ce plan et de sa mise en œuvre	6
B	Du suivi-évaluation des OMD et du CSLP	8
C	De la préparation et organisation de la table ronde sur le plan décennal OMD et le CSCR.....	8
III	CADRE INSTITUTIONNEL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET, DE SES PRODUITS ET DE SON IMPACT	9
1)	Cadre institutionnel de gestion du projet	9
2)	Gestion et exécution du projet.....	10
IV	CONCLUSIONS DE LA MISSION D'ÉVALUATION	12
V	RECOMMANDATIONS DE LA MISSION D'ÉVALUATION.....	13

I INTRODUCTION

1) Contexte du déroulement de la mission

Conformément aux procédures du PNUD, une évaluation en profondeur des résultats et impacts des projets et programmes qu'il finance doit être conduite avant la fin de leurs dates d'achèvement.

Dans ce contexte, une mission d'évaluation a été commanditée par le CSLP et le PNUD. La mission a conduit ses travaux à Bamako, Ségou et Koulikoro courant mi novembre - décembre 2009.

Elle a réalisé de nombreux entretiens avec l'ensemble des parties prenantes nationales, régionales et locales, afin d'évaluer les performances du projet, dans toutes leurs dimensions, à savoir les résultats acquis et les effets.

Le projet qui a bénéficié d'une contribution financière du PNUD à hauteur de 876.000 \$ US, a été mis en œuvre par la Cellule CSLP du Ministère de l'Economie et des Finances, selon la forme d'Exécution Nationale (NEX).

En conformité avec les termes de référence (ci-joints), la mission a concentré son attention sur les résultats obtenus par le projet à la date du 15 décembre 2009, et a tenté d'évaluer l'impact de ces résultats pour les bénéficiaires nationaux, en terme de renforcement des leurs capacités, dans l'immédiat et dans une perspective d'accélération de l'atteinte des OMD. La mission s'est attachée à conduire un examen de l'environnement institutionnel dans lequel le projet a eu à conduire ses activités, et à évaluer l'impact sur ses performances et résultats. La mission a aussi passé en revue le management du projet sur les plans de sa gestion administrative et financière.

Enfin, la mission a porté une attention à l'évaluation des partenariats du projet avec d'autres structures impliquées dans la planification et le suivi des OMD. Des enseignements des 3 années d'expériences du projet et AU regard des nouvelles réalités du contexte international et national, elle a proposé de nouvelles de nouvelles perspectives d'avenir, notamment en termes de cadrage des actions futures du Gouvernement et du PNUD en matière de renforcement des capacités nationales pour accroître l'efficacité et l'efficience des politiques, stratégies et programmes visant l'atteinte des OMD.

2) Contexte de la formulation du projet

La Déclaration du Millénaire de l'an 2000 fixe dans le temps un ensemble d'objectifs quantifiés et reconnus sous l'appellation d'Objectifs du Millénaire pour le Développement, qui doit marquer un tournant définitif dans les conditions que vivent les plus pauvres d'ici 2015. Les Etats Membres des Nations Unies se sont engagés à adopter et à mettre en œuvre des stratégies nationales de développement pour atteindre les OMD

C'est donc dans ce contexte mondial, que le Mali à l'instar d'autres pays, a entamé un vaste processus participatif de réflexion pour l'atteinte des OMD. L'Organisation des Nations Unies, par l'entremise de ses différentes représentations au Mali, sous la coordination du Représentant Résident du PNUD et Coordonnateur du Système des Nations Unies, s'est engagée à accompagner le Mali dans ses efforts et à l'aider à mieux faire face aux défis majeurs auxquels il est confronté, notamment celui d'une forte croissance réductrice de pauvreté.

Le Mali s'est donc engagé dans la mise en œuvre de stratégies de lutte contre la pauvreté, à travers un Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté. Il était donc apparu indispensable de mettre en lumière le lien entre les OMD et le CSLP et d'opérationnaliser ce lien pour une meilleure harmonisation du CSLP 2007-2011.

Autrement dit, il s'agit de voir comment faire du sectoriel, un programme décennal pour l'atteinte des OMD. La tranche quinquennale de ce programme constituerait l'assurance du plan d'action du CSLP.

Dans le même temps, il est apparu nécessaire de tenir une table ronde pour non seulement faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la précédente tenue à Genève en 2004, mais aussi et surtout pour partager et construire un consensus avec les PTF du Mali sur le CSCR et le plan décennal OMD, et mobiliser les ressources pour les réaliser.

Ainsi, le Projet d'appui à la finalisation du plan décennal 2006—2015 d'attente des OMD et à la préparation d'une table ronde sur la mise en œuvre du plan et du CSCR 2007-2011, a été préparé et signé en juin 2007, avec l'objectif de finaliser le Plan décennal et d'appuyer la réalisation de la 6^{ème} Table Ronde des Bailleurs de Fonds du Mali.

II ANALYSE ET EVALUATION DU PROJET ET DE SON IMPACT EN TERMES DE PRODUITS ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES NATIONALES

1) Méthodologie d'évaluation

Les apports du PNUD dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont pris trois formes principales, à savoir (i) l'expertise internationale et nationale d'appui conseil, (ii) les activités de formation et (iii) les appuis matériels sous forme d'équipements informatiques et bureautiques.

À partir de ces apports, il était attendu que la mise en chantier du projet aboutirait à trois types de résultats, à savoir (i) des produits spécifiques utilisables en tant que produits finaux (tels, par exemple, le Plan décennal finalisé), ou en tant que produits intermédiaires indispensables à l'analyse des dynamiques économiques et sociales (tels, par exemple, le rapport de suivi), (ii) des capacités renforcées au sein de l'administration susceptibles de prendre la relève des expertises mises à disposition à travers le projet (appropriation des modèles et matrices de costing) et (iii) la tenue de la Table Ronde des Bailleurs de Fonds sur la mise en œuvre du CSCR et des OMD.

L'approche adoptée dans cet exercice d'évaluation de l'impact du projet dans sa dimension économique consiste à passer en revue les apports du projet en conjonction avec les résultats obtenus, en confrontant ces derniers avec les résultats préalablement attendus, et ce, afin de procéder à des analyses de causalité et d'évaluation.

2) Évaluation des résultats

La Mission s'est attelée à passer en revue, de manière systématique et concrète, les résultats réellement obtenus, à travers l'analyse des documents et des discussions avec le personnel du projet et celui des institutions bénéficiaires. Il ressort de l'analyse ce qui suit :

A De la finalisation du Plan Décennal 2006-2015 et appropriation nationale de ce plan et de sa mise en œuvre

i. Le Plan décennal est finalisé

En termes de produit, le projet a effectivement contribué à la finalisation du plan décennal 2006 –2015.

L'exercice a bénéficié des expertises de l'équipe de Consultants internationaux de haut niveau pour l'adaptation des modèles de costing des plans d'actions.

Les besoins de financement ont été ainsi évalués et les Experts nationaux des différents secteurs ont eu l'opportunité de s'approprier de ses différents outils.

De l'avis de plusieurs interlocuteurs rencontrés sur le terrain, il est apparu que les premières évaluations de financement des OMD faites à partir des modèles conçus par l'Equipe OMD de New York sont en deçà de celles obtenues à partir de l'expérience pilote du Projet Villages du Millénaire qui ont servi de base de calcul des coûts pour accélération de l'atteinte des OMD dans le Programme Initiative 166 Communes les plus vulnérables du Mali.

Ces évaluations ont également varié suite à la révision des Plans de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) des Communes de Dioro et Farakou massa (Projet Villages du Millénaire) et les six (6) Communes du District de Bamako (Ville du Millénaire).

Le groupe de pilotage pour la réalisation des OMD en Afrique mis en place par le Secrétaire Général des Nations Unies M. BAN Ki-moon, en septembre 2007, a proposé des mesures concrètes pour accélérer la réalisation des OMD en Afrique. Il a recommandé l'élaboration du Scénario dit de « **Gleneagles** » dont le principe repose sur l'augmentation progressive de l'aide par tête jusqu'à hauteur de **85\$** à l'horizon 2011 afin de soutenir les besoins non financés des stratégies de développement et de réduction de la pauvreté en relation avec l'atteinte des OMD. Ce scénario indique la façon dont les engagements internationaux peuvent être concrétisés par l'application des politiques et des programmes au niveau des pays et des communautés en vue de parvenir à des résultats tangibles.

La réévaluation des besoins de financement faite ultérieurement au moyen de la matrice scénario de Gleneagles, est apparue plus réaliste de l'avis de plusieurs Experts locaux.

Il faut signaler que le Plan Décennal a été formellement adopté par le Gouvernement malien, courant 1^{er} trimestre 2008 et soumis en juin de la même année à la 6^{ème} table ronde des Bailleurs de fonds du Mali.

ii. L'appropriation par les acteurs du CSLP et des OMD est effective

Le processus de préparation du Plan décennal a impliqué les acteurs du système de planification tant aux niveaux national, régional que décentralisé.

Des consultations ont été organisées dans toutes les régions du pays, sauf Gao et Kidal pour des raisons de techniques sécuritaires, mais elles sont programmés pour le premier trimestre 2010.

Cependant, il est à déplorer que les acteurs ciblés au niveau régional n'étaient souvent pas les mieux indiqués pour assurer la pérennité du processus au niveau régional, tel est l'avis des plusieurs autorités décentralisées des régions (Koulikoro, Ségou).

En termes d'information publique et de conscientisation des acteurs, il faut souligner avec force que les actions menées ont été insuffisantes au regard des enjeux, même s'il faut signaler la tenue d'un atelier des professionnels de média dont la portée est restée très limitée.

Le plan de communication annoncé dans le cas du programme a été effectivement élaboré, mais la mise en œuvre a été focalisée essentiellement sur l'organisation de la 6^{ème} table ronde des Bailleurs de fonds du Mali, la tenue d'un atelier pour les communicateurs de radios communautaires des régions du sud et celui des régions du nord prévu pour décembre 2009 à Gao a souffert des mêmes contraintes que les concertations régionales de Gao et Kidal..

B Du suivi-évaluation des OMD et du CSLP

i. Une base de données informatisée de gestion des indicateurs des OMD et du CSLP est disponible et régulièrement mis à jour

Une base de données informatisée de gestion des indicateurs des OMD et du CSLP disponible et régulièrement mis à jour, est un des produits attendus du projet, mais non réalisé.

Le projet s'est appuyé essentiellement sur le système de collecte des données mis en place dans le cadre de MALIKUNAFUNI. Dans ce cadre plusieurs Points Focaux OMD des différents Ministères /CPS, ont été dotés d'équipements informatiques (voir liste en annexe) en complément de l'équipement de tous les points focaux des départements et institutions par l'UNICEF.

ii. Un rapport annuel de la Revue du CSCR et des OMD est régulièrement produit et diffusé

Le rapport annuel de la Revue du CSLP et des OMD a été régulièrement produit.

iii. Un rapport de mise en œuvre des OMD est élaboré et diffusé

Le rapport de mise en œuvre des OMD a été élaboré en partenariat avec l'Observatoire du Développement Humain Durable (ODHD), il a fait l'objet d'une première validation en juillet 2009, puis d'un examen par le Comité interministériel présidé par le Premier ministre et d'une seconde validation en Atelier en décembre 2009 par l'ensemble des acteurs.

Cependant, il faut signaler quelques retards dans la diffusion de ce 2^{ème} Rapport.

C De la préparation et organisation de la table ronde sur le plan décennal OMD et le CSCR

La sixième Conférence de Table Ronde des Bailleurs de Fonds du Mali s'est tenue effectivement les 12 et 13 juin 2008 au Centre International de Bamako.

Elle a bénéficié de l'appui du projet.

Cette Conférence a réuni plus de 250 participants représentant le Gouvernement de la République du Mali, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, des organismes de financement, le secteur privé et la société civile malienne.

Elle aura permis de :

- Renforcer la concertation et le partenariat entre le Gouvernement et ses Partenaires techniques et financiers autour des politiques et stratégies de développement du pays ;
- Identifier les voies et moyens d'accélérer la croissance et les progrès vers les OMD ;
- Développer des instruments pertinents de mesure et de suivi des politiques et stratégies de développement économique et social ;
- Mobiliser, pour la réalisation de ces politiques et stratégies, un accompagnement soutenu de la communauté des bailleurs de fonds.

Au bilan, la conférence a enregistré des annonces de financement sur la période 2008-2011 à hauteur de 2634 milliards de FCFA, soit 5,3 milliards de dollars américains et sur l'année 2012 à hauteur de 581 milliards de FCFA soit 1,2 milliards de dollars américains. Au total, sur la période 2008-2012, et à date, les annonces s'élèvent à 3215 milliards de FCFA soit 6,4 milliards de dollars américains.

Les financements annoncés lors de cette sixième Conférence de Table Ronde devrait permettre au Gouvernement du Mali de poursuivre une action globale de développement plus intense, mieux structurée et plus efficace, capable d'accélérer la croissance économique et de réduire significativement la pauvreté et partant l'atteinte des OMD.

III CADRE INSTITUTIONNEL DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET, DE SES PRODUITS ET DE SON IMPACT

1) Cadre institutionnel de gestion du projet

Le projet rentre dans le cadre de l'exécution nationale (NEX).

La Cellule technique du CLSP est chargée de la mise en œuvre du projet sous l'égide du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

La tutelle du projet a connu de multiples changements institutionnels durant les deux premières années du projet, en raison des modifications de la structure gouvernementale.

Ces changements ont quelque peu retardé le calendrier d'exécution des activités, notamment l'organisation et la tenue de la 6ème table ronde des bailleurs de fonds du Mali.

Le chef de la Cellule CLSP est le Directeur du projet. Il est assisté par son Adjoint qui assure le rôle de Coordinateur des opérations techniques. Le projet a bénéficié à partir de 2009 de l'appui d'un assistant en gestion administrative et comptable dans le but de renforcer les capacités de gestion propres de la Cellule et de résorber les déficits relevés dans les différents rapports financiers et d'audits (2007 et 2008).

Les activités de suivi-évaluation des OMD ont été coordonnées par un Comité de Suivi qui est renforcé depuis avril 2009 par le nouveau dispositif institutionnel de pilotage, de coordination et de suivi du CSCR, des OMD et des conclusions et recommandations de la Table ronde des Bailleurs de fonds du Mali.

Ce dispositif institutionnel institué par Décret N°09 – 171 /PM-RM du 23 avril 2009 comprend :

Un Comité d'Orientation ;

Une commission Mixte Mali – Partenaires au Développement ;

Un comité de Pilotage ;

Un Secrétariat Technique assuré par la cellule CLSP.

Ce dispositif inclut également des Groupes Thématiques chargé entre autres du suivi du CLSP et des OMD.

Au plan sectoriel, il a été mis en place un réseau de Points Focaux chargés notamment des activités de suivi – évaluation.

Au niveau régional, des initiatives ont été prises notamment à Ségou pour instituer au niveau des Comités Régionaux d'Orientation, de Coordination et Suivi des Actions de Développement (CROCSAD).

Cependant, ces initiatives restent toujours à l'état de textes.

2) Gestion et exécution du projet

Le succès du projet dépend dans une large mesure de la collaboration étroite et continue entre les acteurs et bénéficiaires.

La Mission a constaté que le projet a opéré dans un contexte de déficit des relations inter institutionnelles caractérisé par la faiblesse de la communication entre les gestionnaires et bénéficiaires et le fonctionnement modérément satisfaisant du Comité de suivi.

Dans de telles circonstances, le management du projet tend à opérer en grande autonomie, ce qui a été le cas du projet, ceci étant contraire à la modalité de la synergie des partenariats, qui est l'un des principes de base de tout projet PNUD.

En résumé, des efforts importants restent à faire pour mobiliser davantage les acteurs directs dans cette phase d'accélération de l'atteinte des OMD.

Au plan financier, le coût du projet était évalué à 1.041.460 US \$ dont :

- Ressources PNUD 801.578 US \$

- Gouvernement 239.882 US \$.

A ce montant, il convient d'ajouter la somme de 70.000 US \$ mobilisée dans le cadre d'un TTF.

A l'exécution, la compilation des Combined Deleverly Report (CRD) du Projet, établit le niveau de dépenses du projet MLI10 à la somme de 823.813 US \$ en tenant compte des pertes et gains de changes.

Le taux d'exécution financière de près de 100 % est jugé très satisfaisant.

S'agissant de l'exécution du TTF, le niveau de dépenses s'établit à 64.123 US \$, soit près de 90% du montant initial.

Concernant l'apport du Gouvernement, il faut souligner que rien n'a pu être mobilisé dans le cadre du projet.

Toutefois, il faut signaler la contribution financière substantielle du Gouvernement dans le cadre de l'organisation de la Table ronde qui constitue un des produits fard du projet.

S'agissant de la gestion financière et comptable, il convient de souligner la faible appropriation des procédures de gestion en matière de projet PNUD sur NEX.

Plusieurs manquements ont été relevés dans les différents rapports d'audit. Pour palier à ces insuffisances, l'équipe du projet a recouru à une assistance technique en gestion administrative et comptable.

L'examen des rapports de 2009 illustre les progrès accomplis dans ce domaine.

Il est fortement recommandé que le projet puisse bénéficier de l'assistance soutenue de la Cellule de renforcement des capacités de l'exécution nationale (Cellule NEX).

IV CONCLUSIONS DE LA MISSION D'ÉVALUATION

La mission a été en mesure de consulter une documentation très volumineuse, fournie par le projet, complétée par les différents entretiens avec les parties concernées par les activités du projet : bénéficiaires du Gouvernement, PNUD, Projet, Ceci lui a permis de procéder à une analyse précise et une évaluation des résultats, qui se résument ainsi :

- Globalement, la mission considère que les résultats du projet, en termes quantitatifs et qualitatifs, sont satisfaisants.
- L'impact des activités du projet, en terme de transfert de compétences aux cadres' nationaux, est moyennement satisfaisant.
- La mission, à la fin de son exercice d'évaluation, est ainsi arrivée à la synthèse suivante de ses conclusions, qu'elle a réalisée en utilisant quatre grandes catégories pour la qualifier: i) très satisfaisante; ii) satisfaisante; iii) moyennement satisfaisante ; iv) faiblement satisfaisante.
- Dans la catégorie de résultats satisfaisants, la mission estime que la production du Plan décennal finalisé et les rapports réguliers de suivi est un acquis. Il en est de la tenue de la 6^{ème} table ronde des Bailleurs de fonds du Mali.
- Dans la catégorie des résultats moyennement satisfaisants, la mission considère que l'appropriation du processus des OMD par les acteurs, est amorcée, mais mérite d'être consolidée.
- Dans la catégorie des résultats insuffisants (faibles), la mission considère que l'implication des acteurs régionaux et locaux est encore faible et l'information et la conscientisation du grand public sont limitées
- Compte tenu de la durée du projet, des changements institutionnels intervenus au niveau de la tutelle, du montant limité des ressources financières mises en place et effectivement dépensées entre juin 2007 et décembre 2009 (environ 870 000 dollars US) et de l'impact escompté du projet, la mission juge que dans l'ensemble, le projet est globalement satisfaisant et les résultats méritent d'être consolidés.

Ces conclusions générales et synthétiques des travaux d'évaluation, ont amené la Mission d'évaluation à formuler les recommandations détaillées ci-dessus.

V RECOMMANDATIONS DE LA MISSION D'ÉVALUATION

Tous les analystes s'accordent à reconnaître que malgré les avancées réalisées dans quelques domaines tels que l'accès à l'eau potable, l'éducation de base et la lutte contre le VIH/SIDA, le Mali risque de ne pas atteindre plusieurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015.

Le Gouvernement du Mali et ses partenaires partagent ce constat et souhaitent s'engager un peu plus dans l'harmonisation des interventions dans les différents secteurs afin de mieux prendre en compte leur ambition commune de faciliter l'atteinte des OMD au Mali.

Dans le même temps, le Gouvernement malien marque sa volonté d'accélérer les progrès vers les OMD à travers l'Initiative de localisation des OMD dans les 166 communes les plus vulnérables élaborée à partir des acquis des villes et villages du Millénaire.

Se fondant sur les ambitions des pouvoirs publics et tenant compte des conclusions de l'évaluation du projet, la mission estime opportun et nécessaire de :

- 1) Améliorer le cadre global de planification auquel s'adosse le processus de la stratégie nationale de développement basée sur les OMD en renforçant la planification et la coordination des actions sectorielles et décentralisées ;
- 2) renforcer le dispositif de suivi-évaluation du CSCRP et les capacités des acteurs-clés du processus et en particulier celles de la coordination ;
- 3) Améliorer la communication et le processus participatif.
- 4) Promouvoir la mise en place de réseaux d'échange d'expériences avec d'autres pays sur le processus de planification basée sur les OMD (évaluation des besoins, intégration du costing au CSCRP, PDESC et au CDMT) et les bonnes pratiques qui favorisent le progrès rapide et durable vers les OMD ;
- 5) Développer les capacités des équipes nationales par le renforcement de la coopération sud/sud ;
- 6) Améliorer la mobilisation et assurer une bonne gestion des ressources tant internes qu'externes et renforcer le plaidoyer sur l'Aide Publique au Développement par rapport à sa qualité, sa quantité et sa prévisibilité ;
- 7) Prendre en compte dans le processus d'évaluation des besoins, le diagnostic des capacités nationales ;
- 8) Promouvoir le partenariat public-privé dans le cadre de la réalisation des OMD ;

- 9) Elargir la compréhension nationale des facteurs de succès de blocage vers l'atteinte des OMD ;
- 10) Renforcer les mécanismes institutionnels de pilotage et de suivi du CSCR et OMD ;

		335,19		414,61		522,99	705,00	
###	Frais d'Appui/ de Gestion							0,00
75105	Frais d'Appui et/ ou de Gestion							0,00
74510	Frais bancaires			0,00	319,41	70,13	0,00	389,54
72710	Frais réception documents					47,17	0,00	47,17
75705	Frais d'études					0,00	1 929,00	1 929,00
72445	Services communication omis	0,00	25,00					25,00
74420	Perte de change par le Siège seulement			18 182,65	0,00			18 182,65
76120	Perte non réalisée	0,00	1 729,57	0,00	16 750,66	0,00	20 201,36	38 681,59
76125	Perte réalisée	0,00	5,68	0,00	177,06			182,74
76130	Gain non réalisé	0,00	-2 840,22	0,00	-7 839,15	0,00	-16 440,16	-27 119,53
76135	Gain réalisé	0,00	-6,82	0,00	-745,50			-752,32

Etat d'exécution financière du programme MLI 10 pour la période de juin 2007 au 15 décembre 2009

Comptes	Description en Français	2007		2008		2009		TOTAL
		GOV	PNUD	GOV	PNUD	GOV	PNUD	
71200	Consultant international							
71205	Consultant international(Technique)-Court terme	0,00	30 217,00	0,00	2 956,46			33 173,46
71300	Consultant National							0,00
71305	Consultant National(Technique)-Court terme	6 798,40	33 163,18	3 728,68	203 857,57	8 902,67	695,80	257 146,30
71405	Contrat de service (Individuel)	0,00	0,00	8 859,84	-24 667,18	8 461,99	0,00	-7 345,35
71600	Voyage							0,00
71605	Titre / Billet de voyage (voyage à l'étranger)	9 192,82	46 925,14	0,00	1 145,12	1 491,25	16 124,58	74 878,91
71610	Titre / Billet de voyage (Déplacement local)			3 290,01	0,00	536,04	0,00	3 826,05
71615	Frais de séjour (voyage à l'étranger)							0,00
71620	Frais de séjour (Déplacement local)	11 433,63	0,00			52 763,65	0,00	64 197,28

71625	Frais de séjour (participants, Rencontre, Réunions, Ateliers)	1 491,25	0,00			7 215,18	0,00	8 706,43
72100	Contrat de service (Entreprise)							0,00
72105	Contrat de service- Construction et ingénierie	3 338,21	45 555,47	0,00	96 854,73	3 600,03	0,00	149 348,44
72125	Contrat de service-Etudes et Recherches			0,00	26 306,88			26 306,88
72135	Contrat de service- Communications			0,00	0,00	2 240,20	0,00	2 240,20
72145	Contrat de service- Formation / Education	999,16	0,00	109,05	1 308,58	3 593,03	0,00	6 009,82
72150	Contrat de service- Fabrication					2 281,55	0,00	2 281,55
72200	Equipement et Fourniture							0,00
72210	Equipement et Matériel			0,00	5 071,86			5 071,86
72220	Mobilier de bureau	5 464,58	0,00					5 464,58
72400	Communication et Equipement Audio Visuel							0,00
72405	Acquisition d'équipement de Communication	139,37	1 162,29	15 946,62	38 424,82	870,50	0,00	56 543,60
72420	Frais de téléphone fixe	21,44	0,00			21,44		42,88
72500	Fournitures							0,00
72505	Fournitures de bureau					0,00	3 419,92	3 419,92
72700	Réception officielle							0,00
72705	Réception officielle	7 889,63	0,00			14 840,35	0,00	22 729,98
####	Autres charges							0,00
74505	Assurances							0,00
74525	Divers	6 335,19	0,00	17 414,61	654,29	8 522,99	43 705,00	76 632,08
####	Frais d'Appui/ de Gestion							0,00
75105	Frais d'Appui et/ ou de Gestion							0,00

74510	Frais bancaires			0,00	319,41	70,13	0,00	389,54
72710	Frais réception documents					47,17	0,00	47,17
75705	Frais d'études					0,00	1 929,00	1 929,00
72445	Services communication omis	0,00	25,00					25,00
74420	Perte de change par le Siège seulement			18 182,65	0,00			18 182,65
76120	Perte non réalisée	0,00	1 729,57	0,00	16 750,66	0,00	20 201,36	38 681,59
76125	Perte réalisée	0,00	5,68	0,00	177,06			182,74
76130	Gain non réalisé	0,00	-2 840,22	0,00	-7 839,15	0,00	-16 440,16	-27 119,53
76135	Gain réalisé	0,00	-6,82	0,00	-745,50			-752,32

53 275,21 155 936,29 67 531,46 360 575,61 116 859,66 69 635,50 823 813,73

**Projet d'appui à la finalisation du plan décennal 2006–2015
d'attente des OMD et a la préparation d'une table ronde sur
la mise en œuvre du plan et du CSCRP 2007-2011**

**Etat d'exécution financière du TTF du programme pour la période de juin
2007 au 15 décembre 2009**

Comptes	Description en Français	2007		2008		2009		TOTAL
		GOV	PNU D	GOV	PNUD	GOV	PNUD	
71200	Consultant international							
71205	Consultant international(Technique)-Court terme	5 149,04						5 149,04
71300	Consultant National							0,00
71305	Consultant National (Technique-Court terme	11 151,08	0,00			0,00	3 755,99	14 907,07
71310	Consultant National (Assistant) Court-terme							0,00
71400	Contrat de services (Individuel)							0,00
71405	Contrat de service (Individuel)			2 648,73	0,00			2 648,73
71600	Voyage							0,00
71605	Titre / Billet de voyage (voyage à l'étranger)			7 876,64				7 876,64
71610	Titre / Billet de voyage (Déplacement local)			13 317,34				13 317,34
72135	Contrat de service-Communications			2 302,00	0,00			2 302,00
72140	Contrat de service-Technique de l'information			1 853,81	0,00			1 853,81
72200	Equipement et Fourniture							0,00
72220	Mobilier de bureau			2 590,98	0,00			2 590,98
72700	Réception officielle							0,00
72705	Réception officielle			7 655,71	0,00			7 655,71
73400	Loyer et Entretien d'autres Equipements							0,00
73405	Location et maintenance d'autres équipements de bureau							0,00
73410	Opérations/Maintenance des équipements de transport			1 278,59	0,00			1 278,59
75100	Frais d'Appui / de Gestion							0,00
75105	Frais d'Appui et / ou de Gestion			6 943,52	0,00			6 943,52
74510	Frais bancaires			62,70	0,00			62,70
72710	Frais réception documents							0,00
75705	Frais d'études							0,00
74420	Perte de change par le Siège seulement							0,00
76120	Perte non réalisée	0,00	194,3	0,00	1 090,09	0,00	3 524,74	4 809,21

			8					
76125	Perte réalisée			0,00	-3 783,3			-3 783,35
76130	Gain non réalisé					0,00	-3 488,8	-3 488,81
76135	Gain réalisé							0,00

TOTAL 16 300 194 46 530 -2 693 0 3 792 64 123